

Notre Bulletin de septembre : célébrations de la Journée des Franco-Ontarien(ne)s, l'Ombudsman clôt son rapport sur Niagara
« Un coup monté de l'intérieur », et plus!

[Consultez ce courriel dans votre navigateur](#)

[Transférez à un\(e\) ami\(e\)](#)



[Pour en savoir plus sur notre bureau, consultez notre site web](#)

Voulez-vous nous suivre sur les médias sociaux?

Abonnez-vous à nos comptes [Facebook](#), [Twitter](#) ou [Instagram](#) pour rester au courant de toutes les dernières informations sur notre Bureau, et pour savoir comment nous pouvons vous aider!



Enfin en personne avec la francophonie de l'Ontario

Hommage aux enfants et aux survivant(e)s des pensionnats autochtones

L'Ombudsman ferme le dossier de Niagara « Un coup monté de l'intérieur »

Tenir les prestataires de services responsables de la qualité des soins : Nouvelles réglementations

Ici, là et partout!

Comment nous avons aidé - Cas sélectionnés

Travaillez avec nous!

Enfin en personne avec la francophonie de l'Ontario



Chaque année, le 25 septembre, la province célèbre le Jour des Franco-Ontariens et des Franco-Ontariennes, mais ce mois de septembre a été particulièrement mémorable car les francophones et les francophiles ont repris les célébrations en personne pour la première fois depuis 2019.

Tout au long du mois, la Commissaire aux services en français Kelly Burke a pris la parole lors de nombreux événements communautaires, a accordé des entrevues aux médias, et a organisé une série de discussions en tables rondes virtuelles avec des parties prenantes francophones afin d'entendre leurs préoccupations et de parler du travail de l'Unité des services en français de notre Bureau.

Le 25 septembre, la Commissaire Kelly Burke a pris la parole lors de la cérémonie de lever du drapeau franco-ontarien à Sarnia – un événement historique, marquant la première célébration de ce genre depuis que la région est devenue une région désignée en vertu de la *Loi sur les services en français* l'an dernier.

« J'ai beaucoup de bons souvenirs de mon séjour à Sarnia, et c'est merveilleux de voir que la communauté francophone est florissante ici », a-t-elle dit à la foule, en compagnie du maire de Sarnia, Mike Bradley, des député(e)s Marilyn Gladu et Robert Bailey et du personnel du Centre communautaire francophone de Sarnia-Lambton. Au début de sa carrière, M^{me} Burke a enseigné le français dans des écoles de la région.

La Commissaire a également assisté au lever du drapeau franco-ontarien devant l'Assemblée législative à Queen's Park le 23 septembre, en compagnie de l'Ombudsman Paul Dubé, du personnel de notre Unité des services en français, des représentant(e)s du gouvernement provincial et des partis d'opposition, et de l'Assemblée francophone de l'Ontario, qui organise l'événement chaque année.

De plus, elle a pris la parole lors d'événements de réseautage à Penetanguishene (22 septembre) et à Ottawa (27 septembre) lors de l'événement de réseautage de la Société économique de l'Ontario. Pour en savoir plus sur ces événements et bien d'autres, ne manquez pas le Rapport annuel 2021-2022 de la Commissaire, qui paraîtra en décembre cette année.

Énoncé au sujet de la Loi 7 : L'un des thèmes récurrents des récentes discussions

Notre Bulletin de septembre : Journée des Franco-Ontarien(ne)s, l'Ombudsman clôt son rapport sur Niagara, et plus
tenues par la Commissaire a été l'importance de veiller à ce que les francophones
puissent recevoir des services de santé dans leur langue. Le 22 septembre, elle a fait
paraître un énoncé préconisant au gouvernement de « prendre en compte le statut
particulier du français en Ontario » en autorisant le transfert de patient(e)s en vertu de la
nouvelle *Loi de 2022 pour plus de lits et de meilleurs soins*, et « de s'assurer que les
francophones qui seront touché(e)s par les nouvelles mesures... reçoivent des soins en
français tout au long du processus ». Lire tout l'[énoncé](#).

Dans la presse :

[Transfert d'ainés franco-ontariens : Burke s'inquiète sur la Loi 7](#)

[Les Franco-Ontariens se mobilisent le 25 septembre](#)

Suivez nos [comptes de médias sociaux](#) pour obtenir des mises à jour régulières sur les
activités de la Commissaire.

Hommage aux enfants et aux survivant(e)s des pensionnats autochtones



Le 30 septembre marque la deuxième Journée nationale annuelle de la vérité et de la
réconciliation. Cette journée – également reconnue comme la Journée du chandail
orange – rend hommage aux milliers d'enfants qui ont été placé(e)s de force dans des
pensionnats autochtones et ne sont jamais rentré(e)s dans leur famille, ainsi qu'aux
survivant(e)s et à leur famille.

En tant que Bureau, nous reconnaissons l'importance de nos efforts collectifs envers la
réconciliation. Cette année, le 19 septembre, l'Ombudsman et tout notre personnel ont
accueilli un conférencier du Centre national pour la vérité et la réconciliation (CNVR), pour
une présentation visant à améliorer notre compréhension de l'histoire des pensionnats
autochtones. Notre Bureau sera fermé le 30 septembre, notre personnel étant invité à
explorer les possibilités de sensibilisation afin de poursuivre son apprentissage de ce legs
douloureux et tragique de l'histoire du Canada.

Ressource suggérée : Le programme éducatif du CNVR, intitulé « [La Semaine de la
vérité et la réconciliation 2022](#) », offre un contenu adapté aux élèves de la 1^{re} à la
12^e année.

L'Ombudsman ferme le dossier de Niagara « Un coup monté de l'intérieur »



En novembre 2019, le rapport de l'Ombudsman intitulé [*Un coup monté de l'intérieur*](#) a révélé que l'ancien directeur général (DG) embauché par la Municipalité régionale de Niagara en 2016 avait reçu des renseignements confidentiels divulgués par des initié(e)s durant le processus d'embauche. Le rapport a aussi révélé de graves insuffisances dans l'examen de cette affaire par l'ombudsman local.

Ce mois-ci, l'Ombudsman a confirmé que la municipalité avait appliqué avec succès l'ensemble de ses 16 recommandations, dont les suivantes :

- Élaboration d'un code de conduite des employé(e)s incluant la protection des renseignements confidentiels
- Formation du personnel à l'utilisation du courrier électronique personnel et à la conservation des dossiers de l'organisme
- Politique définissant le processus d'embauche d'un(e) DG
- Mandats clairs pour toute enquête future menée par un(e) ombudsman engagé(e) par la municipalité

Dans un communiqué de presse, le président régional Jim Bradley a déclaré ceci : « Je tiens à remercier M. Dubé, et son personnel, pour le rapport exceptionnel et les recommandations, ainsi que pour leur engagement à travailler avec nous pendant la mise en œuvre des politiques dans l'objectif d'accentuer l'ouverture, l'équité et la transparence de la Région. Les résident(e)s de Niagara méritaient mieux, et ces nouvelles politiques et pratiques nous aideront à répondre aux attentes élevées de nos électeur(rice)s. »

Dans les nouvelles : [Ombudsman closes file on contentious 2016 chief administrative officer hiring - Niagara Falls Review](#) (en anglais seulement)

Tenir les prestataires de services responsables de la qualité des soins : Nouvelles réglementations



Le mois dernier, le ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires a informé tous les organismes qui fournissent des services en vertu de la *Loi de 2017 sur les services à l'enfance, à la jeunesse et à la famille* (LSEJF) de nouvelles modifications réglementaires les rendant responsables de la qualité des soins qu'ils(elles) fournissent.

Dans le contexte de la stratégie ministérielle plus vaste de [Reconception des services de bien-être de l'enfance](#), ces modifications inscrivent le [Cadre des normes de qualité](#) dans la réglementation. Le Ministère a également conçu une [version adaptée aux enfants](#).

Dans le cadre de notre travail de promotion et de garantie des [droits](#) des jeunes pris(e)s en charge, et des soins généraux que les jeunes devraient recevoir en vertu de la LSEJF, le Bureau de l'Ombudsman a contribué à certaines de ces modifications, dont la plupart entreront en vigueur le 1^{er} juillet prochain.

ICI, LÀ ET PARTOUT



Les leaders de demain : Rencontre avec les stagiaires de l'Assemblée législative de l'Ontario (stagiaires OLIP)

Le 13 septembre, l'Ombudsman Paul Dubé, l'Ombudsman adjointe Barbara Finlay et le directeur des opérations de l'Unité des services en français Carl Bouchard, se sont adressé(e)s aux participant(e)s de cette année au Programme de stages de l'Assemblée législative de l'Ontario (OLIP) – qui permet à de récent(e)s diplômé(e)s universitaires de

Notre Bulletin de septembre : Journée des Franco-Ontarien(ne)s, l'Ombudsman clôt son rapport sur Niagara, et plus travailler avec des député(e)s provinciaux(ales) de tous les partis, durant un placement de 10 mois. Leur discussion a porté sur les rôles de l'Ombudsman et de la Commissaire dans la promotion de l'équité et de la responsabilisation au sein du gouvernement de l'Ontario et des organismes du secteur public, et sur la façon dont les plaintes du public nous aident à proposer des solutions pour améliorer la gouvernance. Les stagiaires ont exprimé des idées personnelles intéressantes sur la valeur d'une surveillance indépendante pour maintenir une saine démocratie.

Formation des policier(ère)s : Des changements sont encore nécessaires

Le 16 septembre, l'Ombudsman Paul Dubé était à Trenton pour parler du rôle de notre Bureau dans la surveillance civile de la police aux membres de l'est de l'Ontario de l'Ontario Association of Police Services Boards. Il a souligné qu'il demeure préoccupé par le fait que ses recommandations de 2016 visant à procéder à une refonte du modèle de recours à la force par la police en Ontario et à exiger une formation à la désescalade n'ont pas encore été mises en œuvre. Il étudie si une enquête de suivi est justifiée.

Bientôt, dans une municipalité proche de chez vous

Le personnel de l'Ombudsman est heureux d'être de retour à deux événements municipaux ce mois-ci : le 14 septembre, lors de l'Ontario East Municipal Conference à Cornwall, les avocates principales Joanna Bull et Robin Bates ont partagé des pratiques exemplaires en matière de politiques de plaintes municipales et de réunions publiques.

Le 30 septembre, un membre du personnel juridique de haut niveau animera une séance sur le traitement des plaintes au niveau local – avec un accent particulier sur les questions de zonage – lors de la conférence de l'Ontario Association of Committees of Adjustment and Consent Authorities, à Peterborough.

Nous avons beaucoup de ressources pour les parties prenantes des municipalités!
Commencez par nos [conseils sur les politiques municipales de règlement des plaintes](#).

À propos de langues

Les 7 et 8 septembre, l'Association internationale des commissaires linguistiques s'est réunie pour sa première conférence en personne depuis que notre Bureau l'a accueillie à Toronto en 2019. La Commissaire aux services en français Kelly Burke a représenté l'Ontario à la réunion à Bilbao, en Espagne, où elle et ses collègues ont discuté de sujets très divers, dont l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les droits linguistiques et le rôle d'un(e) commissaire aux langues dans un bureau d'ombudsman.

COMMENT NOUS AVONS AIDÉ - CAS SÉLECTIONNÉS



Formation continue

Une femme nous a contacté(e)s pour se plaindre de la qualité inadéquate du français au ministère des Collèges et Universités, à la fois lors d'échanges par téléphone et dans les communications écrites, à l'occasion de sa demande d'accès à l'information. Nous avons communiqué avec le Ministère, qui s'est engagé à assurer de meilleures communications écrites en français et, de plus, a embauché et formé du personnel bilingue afin de répondre aux demandes d'accès à l'information en français.

En savoir plus sur la façon dont nous avons aidé d'autres Franco-Ontarien(ne)s dans nos Cas sélectionnés



Résolution sécurisée

Un adolescent de 16 ans s'est plaint que le personnel de son foyer de groupe ne lui était pas venu en aide quand certains de ses effets personnels, dont un ordinateur portable, avaient été volés ou endommagés par d'autres jeunes vivant dans ce foyer.

Nous avons contacté le personnel de l'organisme responsable, qui a confirmé qu'un autre résident avait réussi à entrer dans la chambre de cet adolescent, en profitant d'une faiblesse du système de carte électronique du foyer. Le personnel a déclaré qu'en général le foyer ne dédommage pas financièrement les jeunes pour des objets endommagés, mais

Notre Bulletin de septembre : Journée des Franco-Ontarien(ne)s, l'Ombudsman clôt son rapport sur Niagara, et plus nous lui avons demandé de faire preuve de souplesse en raison de cette situation, étant donné l'insuffisance de la sécurité des serrures. Par la suite, le foyer a confirmé qu'il remplacerait l'ordinateur portable de cet adolescent, et qu'il travaillait à la réparation des serrures du foyer.

Tu es un(e) jeune pris(e) en charge? Tu as un problème, une inquiétude, et tu ne sais pas quoi faire? [Contacte-nous](#) – l'Unité des enfants et des jeunes de l'Ombudsman est là pour t'aider.

Cliquez ici pour en savoir plus sur la façon dont nous avons apporté notre aide pour régler des questions ou des problèmes concernant des enfants et des jeunes



[Loin et injuste](#)

Nous avons reçu une plainte du père d'une élève handicapée qui réside en semaine dans une école d'application provinciale, dans le sud de l'Ontario. Il nous a dit que des responsables de l'école avaient insisté pour qu'il vienne chercher sa fille dans les deux heures suivantes, car elle présentait des symptômes de COVID-19. Comme il vivait à 15 heures de route de là, cela lui était impossible. Il a ajouté que l'école avait refusé de faire un test de dépistage à sa fille, alors que l'école a son propre personnel médical. Nous avons signalé ce cas à des responsables du ministère de l'Éducation, qui ont accepté de faire venir cet homme en avion dans le sud de l'Ontario et d'offrir un hébergement à lui et sa fille en cas de besoin à l'avenir. De plus, le Ministère s'est engagé à réexaminer ses politiques afin d'éviter de telles situations.

Cliquez ici pour en savoir plus sur la façon dont nous avons aidé des Ontariennes et des Ontariens à régler leurs problèmes

TRAVAILLEZ AVEC NOUS : OFFRES D'EMPLOIS



- [Agent\(e\) des communications](#)
- [Agent\(e\) de règlement préventif](#)
- [Agent\(e\) de règlement préventif \(bilingue\)](#)
- [Agent\(e\) de règlement préventif - Unité des enfants et des jeunes](#)
- [Enquêteur\(euse\) - Unité des enfants et des jeunes](#)
- [Avocat\(e\) - Unité des services en français](#)

Portez plainte ou communiquez avec nous ici



L'Ombudsman est un officier indépendant de l'Assemblée législative de l'Ontario, chargé de surveiller les organismes du gouvernement provincial ainsi que les municipalités, les universités, les conseils scolaires, les services en français et les services de protection de l'enfance. L'Ombudsman Paul Dubé a été reconduit dans ses fonctions d'Ombudsman pour un deuxième mandat de cinq ans, à compter du 1er avril 2021.

Le travail de l'Ombudsman de l'Ontario s'effectue sur les territoires autochtones traditionnels de la province que nous appelons maintenant l'Ontario, et nous sommes reconnaissant(e)s de pouvoir travailler et vivre sur ces territoires.

Copyright © 2022 Ombudsman Ontario, Tous droits réservés.

Vous souhaitez changer la façon dont vous recevez ce bulletin?

Vous pouvez [mettre à jour vos préférences](#) ou [vous désabonner de cette liste](#).